

Conditions générales assurances-vie

Target Invest Plan

de AG Insurance sa

Avant-propos

Le Target Invest Plan est conclu entre

- **Vous**, le preneur d'assurance, qui souscrivez le Target Invest Plan auprès de AG Insurance et
- **Nous**, AG Insurance sa, dont le siège social est établi Bd. E. Jacqmain 53, B- 1000 Bruxelles, RPM Bruxelles, TVA BE 0404.494.849

Le Target Invest Plan comprend

- les **conditions particulières**. Celles-ci contiennent les données concrètes du Target Invest Plan, qui se compose d'un contrat Constitution de capital et d'un contrat Capital Plus. Sont entre autres mentionnés dans les conditions particulières: vos nom et adresse, le nom et la date de naissance de l'assuré, la date de prise de cours, ... et
- les **conditions générales**. Celles-ci décrivent le fonctionnement général du Target Invest Plan. Elles sont d'application pour les Target Invest Plans conclus à partir du 20/12/2014, sauf mention contraire dans vos conditions particulières. Les conditions générales déterminent entre autres vos droits et obligations ainsi que les nôtres, les garanties, ...

Le Target Invest Plan est éventuellement complété par les avenants.

Structure des conditions générales

La **table des matières** se trouve juste avant ces conditions générales. Elle vous fournit un aperçu global de tous les articles des conditions générales afin que vous puissiez retrouver facilement un sujet qui vous intéresse plus spécifiquement.

Le **lexique** des termes propres au Target Invest Plan suit les conditions générales. Le lexique vous donne une explication des termes techniques et juridiques propres à l'assurance mentionnés dans ce texte et détermine la portée de certains mots. Les termes repris dans le lexique sont en italique et marqués d'un astérisque* la première fois qu'ils sont utilisés.

L'**information fiscale** et les dispositions sur la **protection de la vie privée** sont reprises à la fin de ces conditions générales.

Le règlement de gestion

Lors de la conclusion de votre Target Invest Plan, un règlement de gestion vous est remis pour chaque fonds d'investissement lié à votre contrat Capital Plus. Ce règlement de gestion décrit notamment les règles de gestion du fonds et reprend les objectifs et la politique d'investissement du fonds, la classe de risque à laquelle il appartient, ...

Table des matières

Conditions générales Target Invest Plan

Partie I : Particularités du Target Invest Plan

Article 1	Qu'est-ce qu'un Target Invest Plan?	4
-----------	-------------------------------------	---

Partie II : Contrat Constitution de capital

Article 2	Paiement de la (des) prime(s)	4
Article 3	Nos garanties: le capital vie assuré et le capital décès assuré	4
Article 4	Pouvez-vous racheter, totalement ou partiellement, votre contrat Constitution de capital?	4

Partie III : Contrat Capital Plus

Article 5	Paiement de la (des) prime(s)	5
Article 6	Nos garanties: le capital décès assuré	5
Article 7	Quels sont les fonds d'investissement mis à votre disposition?	5
Article 8	Pouvez-vous changer de fonds d'investissement en cours de contrat?	6
Article 9	Pouvez-vous racheter, totalement ou partiellement, votre contrat Capital Plus?	6
Article 10	Pratiques associées au "Market Timing"	7

Partie IV : Dispositions communes aux contrats Constitution de capital et Capital Plus

Article 11	Conclusion et prise d'effet des contrats	7
Article 12	Bases contractuelles, garantie de tarif et incontestabilité	8
Article 13	Quelle est la durée du contrat?	8
Article 14	Désignation du bénéficiaire	8
Article 15	Transferts externes entre les contrats Constitution de capital et Capital Plus	8
Article 16	Le terrorisme est-il couvert ?	9
Article 17	Quels sont les risques exclus?	10
Article 18	Que payons-nous lorsque le décès de l'assuré résulte d'un risque exclu?	10
Article 19	Quels documents doivent nous être fournis pour le versement des prestations assurées?	10
Article 20	Participation bénéficiaire	11
Article 21	Les contrats peuvent-ils être résiliés après la conclusion?	11
Article 22	Pouvez-vous remettre vos contrats en vigueur?	12
Article 23	Une avance sur les prestations assurées peut-elle être obtenue?	12
Article 24	Ordre des opérations	12
Article 25	Quelles informations relatives à votre Target Invest Plan et aux fonds d'investissement sont mises à votre disposition?	12
Article 26	Taxes et frais éventuels	12
Article 27	Changement de domicile et communication écrite	12
Article 28	Demande d'informations et plaintes	13
Article 29	Droit applicable, tribunaux compétents et autorités de contrôle	13

Lexique	13
---------	----

Information fiscale	15
---------------------	----

Protection de la vie privée	15
-----------------------------	----

Conditions générales Target Invest Plan

Partie I : Particularités du Target Invest Plan

Article 1 - Qu'est-ce qu'un Target Invest Plan?

Un Target Invest Plan consiste en 2 contrats d'assurance-vie individuelle: un contrat Constitution de capital (branche 21) et un contrat Capital Plus (branche 23).

Le contrat Constitution de capital vous* permet de constituer un capital. Si l'assuré* est en vie au terme du contrat, nous* payons ce capital au bénéficiaire en cas de vie* que vous avez désigné. Si vous êtes vous-même le bénéficiaire en cas de vie, vous pouvez toutefois nous demander de transférer ce capital sur votre contrat Capital Plus. Si l'assuré décède avant le terme du contrat, nous garantissons le paiement d'un capital décès au bénéficiaire en cas de décès* que vous avez désigné. Vous retrouverez les articles relatifs au contrat Constitution de capital dans les parties II et IV de ces conditions générales.

Le contrat Capital Plus est lié à un ou plusieurs fonds d'investissement. En cas de décès de l'assuré, nous garantissons le paiement d'un capital en cas de décès au bénéficiaire que vous avez désigné, quel que soit le moment de son décès.

Le Target Invest Plan est, de par sa nature même, lié à des fonds d'investissement. Il en résulte que le risque financier de l'opération est entièrement supporté par vous. Les projections éventuellement communiquées concernant les prestations découlant de l'évolution attendue de la valeur de l'unité* dans le fonds ne sont pas garanties et les rendements éventuellement annoncés, réalisés par le passé, ne constituent pas une garantie pour le futur. Les prestations peuvent en effet fluctuer dans le temps, en fonction de la conjoncture économique et de l'évolution des marchés financiers.

Vous pouvez toutefois choisir les fonds d'investissement en fonction de vos objectifs ainsi que du rendement espéré. Ce dernier varie selon les actifs qui composent le fonds. Il existe des fonds d'investissement à cotation journalière* et des fonds d'investissement à cotation hebdomadaire*. En vue de vous aider à effectuer ce choix, la politique d'investissement des différents fonds est décrite dans les règlements de gestion*.

L'horizon d'investissement* de votre contrat Capital Plus a une durée correspondante à la durée de votre contrat Constitution de capital. Vous retrouverez les articles relatifs au contrat Capital Plus dans les parties III et IV de ces conditions générales.

Partie II : Contrat Constitution de capital

Article 2 – Paiement de la (des) prime(s)

A. En contrepartie de notre engagement, c'est-à-dire la garantie du capital assuré en cas de vie ou en cas de décès de l'assuré, une prime* de conclusion, éventuellement suivie de primes ultérieures, doit être payée. Tout versement de prime se réalise par virement sur le compte au nom de et communiqué par AG Insurance. Les primes du contrat Constitution de capital sont des primes flexibles: vous déterminez librement le montant et le moment du versement, mais les primes doivent s'élever à un montant

minimum* et ne peuvent dépasser un montant maximum*. Le montant de la prime de conclusion est mentionné dans vos conditions particulières.

B. Chaque prime versée, diminuée des frais d'entrée et de la prime de risque de la couverture décès, augmente le capital en cas de vie déjà constitué. Le tarif appliqué à chaque prime est le tarif en vigueur au moment du versement de cette prime. Le tarif appliqué aux primes versées est garanti pour toute la durée du contrat restant à courir. Le tarif qui sera appliqué aux primes futures peut varier, mais le tarif qui aura été appliqué sera également garanti pour toute la durée du contrat restant à courir.

C. Les frais d'entrée qui sont d'application sur la prime versée sont les frais d'entrée qui sont normalement applicables au contrat Constitution de capital au moment du versement.

D. Le paiement d'une prime ou d'une de ses fractions n'est pas obligatoire. Si la première prime n'est pas payée, le contrat ne prend pas effet. Cela signifie que nous ne paierons aucun capital.

Article 3 – Nos garanties: le capital vie assuré et le capital décès assuré

En cas de vie de l'assuré au terme du contrat Constitution de capital, nous payons le capital vie, augmenté des participations bénéficiaires* acquises, au bénéficiaire en cas de vie que vous avez désigné. Si vous êtes vous-même le bénéficiaire en cas de vie, vous pouvez toutefois nous demander de transférer ce capital vers votre contrat Capital Plus.

En cas de décès de l'assuré avant le terme du contrat, nous payons au bénéficiaire en cas de décès que vous avez désigné 101% de la réserve*, y compris 101 % de la réserve de la participation bénéficiaire, déjà constituée au moment du décès.

Le décès de l'assuré tombe toujours sous le champ d'application de ces conditions générales, quel que soit l'endroit du monde où il survient.

Si le décès de l'assuré résulte d'un risque exclu, nous payons pour le contrat Constitution de capital la valeur de rachat théorique calculée au jour du décès.

Lorsque le preneur d'assurance et l'assuré sont deux personnes différentes, aucune prestation ne sera versée au moment du décès du preneur d'assurance. Dans ce cas, le contrat continue à courir.

Le capital vie assuré et le terme du contrat sont déterminés dans vos conditions particulières et dans les avenants.

Article 4 – Pouvez-vous racheter, totalement ou partiellement, votre contrat Constitution de capital?

A. Droit au rachat

1) Généralités

Vous pouvez racheter votre contrat Constitution de capital, totalement ou partiellement, lorsque vous disposez du droit au rachat* et que vous remplissez les formalités nécessaires. Nous payons alors la valeur de rachat totale ou partielle.

Dans certains cas, l'exercice de votre droit au rachat peut être limité. Ainsi par exemple, vous ne pouvez pas racheter votre contrat si vous avez transféré ou donné en gage le droit au rachat à une tierce personne.

Si le bénéficiaire a accepté, vous devez disposer de l'accord écrit de ce bénéficiaire pour exercer votre droit au rachat.

2) Rachat total

En cas de rachat total*, votre contrat prend fin et nous payons la valeur de rachat théorique* totale de votre contrat, diminuée de l'indemnité de rachat éventuelle.

3) Rachat partiel

En cas de rachat partiel*, nous payons une partie de la valeur de rachat théorique de votre contrat, diminuée de l'indemnité de rachat éventuelle.

Un rachat partiel peut être subordonné à un montant minimum par rachat et/ou au maintien d'une réserve minimale dans votre contrat Constitution de capital.

B. Comment pouvez-vous exercer votre droit au rachat et comment la valeur de rachat est-elle calculée?

1) Si vous souhaitez procéder au rachat total ou partiel de votre contrat, vous devez nous le demander en nous renvoyant le document* prévu à cet effet.

La date de votre demande de rachat est prise en compte pour le calcul de la valeur de rachat* de votre contrat Constitution de capital. Le rachat prend effet à la date à laquelle vous signez pour accord la quittance de rachat ou tout autre document équivalent. Dès cet instant, les prestations ne sont plus assurées. La quittance signée et, en cas de rachat total, les conditions particulières originales, doivent nous être renvoyées.

Nous payons ensuite la valeur de rachat théorique de votre contrat Constitution de capital ou une partie de celle-ci, diminuée d'une indemnité de rachat et des éventuelles retenues obligatoires, comme par exemple un précompte mobilier.

2) L'indemnité de rachat s'élève à 3%, 2,5%, 2%, 1,5% ou 1% de la valeur de rachat théorique totale ou partielle du contrat, selon que le rachat prend effet au cours de la 1ère, 2e, 3e ou 4e année ou à partir de la 5e année du contrat. Aucune indemnité de rachat n'est toutefois due lorsque le rachat prend effet au cours de la dernière année du contrat.

3) En cas de rachat du contrat Constitution de capital au cours des 8 premières années du contrat, la valeur de rachat théorique peut être remplacée par la valeur de rachat théorique calculée au spot rate*. Ce sera le cas lorsque, au moment du rachat, le spot rate précité dépasse le taux technique du tarif appliqué.

Le spot rate est déterminé par la rente du marché qui, au moment du rachat, est applicable aux opérations dont la durée est égale à la différence entre la durée du contrat limitée à 8 ans et la durée déjà écoulée du contrat.

Partie III : Capital Plus

Article 5 – Paiement de la (des) prime(s)

A. En contrepartie de notre engagement, c'est-à-dire la garantie du capital assuré en cas de décès de l'assuré, une prime de conclusion, éventuellement suivie de primes ultérieures, doit être payée. Tout versement de prime se réalise par virement sur le compte au nom de et communiqué par AG Insurance. Les primes du contrat Capital Plus sont des primes flexibles: vous déterminez librement le montant et le moment du versement, mais les primes doivent s'élever à un montant minimum. Le montant de la prime de conclusion est mentionné dans vos conditions particulières.

B. Chaque prime versée, diminuée des frais d'entrée, est investie dans un ou plusieurs fonds d'après les modalités d'investissement décrites ci-dessous. Concrètement, chaque prime nette* est convertie en unités du ou des fonds que vous avez sélectionné(s). Ces unités sont attribuées à votre contrat Capital Plus. Le nombre d'unités attribuées est obtenu en divisant le montant de la prime nette versée par la valeur de l'unité de ce(s) fonds. La conversion* de votre prime en unités s'effectue jusqu'à la 3e décimale. Le cours applicable à la conversion dépend de la périodicité

(journalière ou hebdomadaire) de la cotation des unités du/des fonds dans le(s)quel(s) la prime est investie :

- si la prime est investie uniquement dans un ou plusieurs fonds à cotation journalière, la conversion a lieu au cours applicable au plus tôt le 1er et au plus tard le 3e jour ouvrable bancaire qui suit la date de réception de la prime ;
- si la prime est investie même partiellement dans un ou plusieurs fonds à cotation hebdomadaire, la conversion a lieu au cours applicable le premier jour de cotation hebdomadaire* qui suit la date de réception de la prime.

C. Les frais d'entrée applicables aux primes versées sont les frais d'entrée normalement d'application pour le contrat Capital Plus au moment du versement.

D. Vous déterminez vous-même la répartition dans les fonds d'investissement de chaque prime que vous versez sur votre contrat Capital Plus, sous certaines conditions (nombre de fonds liés à votre contrat, montant/ pourcentage minimum versé dans chaque fonds, ...). Cette répartition sera appliquée à toute prime que vous versez dans le cadre de ce contrat, sauf si vous nous communiquez votre souhait de modifier la répartition des versements au moyen du document prévu à cet effet.

E. La valeur des unités d'un fonds attribuées à votre contrat varie en fonction de l'évolution de la valeur des actifs de ce fonds. La valeur de votre contrat est égale au nombre total des unités que vous détenez dans les différents fonds, multiplié par leur valeur respective.

F. Le paiement d'une prime ou d'une de ses fractions n'est pas obligatoire. Si la première prime n'est pas payée, le contrat ne prend pas effet. Cela signifie que nous ne paierons aucun capital.

Article 6 – Notre garantie: le capital décès assuré

En cas de décès de l'assuré, nous payons au bénéficiaire en cas de décès que vous avez désigné un capital décès égal à la valeur en EUR des unités attribuées à votre contrat Capital Plus.

Le décès de l'assuré tombe toujours sous le champ d'application de ces conditions générales, quel que soit l'endroit du monde où il survient.

Le cours applicable à la conversion des unités en EUR dépend de la périodicité (journalière ou hebdomadaire) de la cotation des unités du/des fonds d'investissement liés à votre contrat :

- si tous les fonds d'investissement liés à votre contrat sont des fonds d'investissement à cotation journalière, la conversion est effectuée au cours applicable au plus tard le 15e jour ouvrable bancaire qui suit le jour de la réception par nous d'un extrait d'acte de décès de l'assuré ;
- si au moins un fonds lié à votre contrat est un fonds d'investissement à cotation hebdomadaire, la conversion est effectuée au cours applicable au plus tard le 3e jour de cotation hebdomadaire suivant le jour de la réception par nous d'un extrait d'acte de décès de l'assuré.

Si le décès de l'assuré résulte d'un risque exclu, nous payons pour le contrat Capital Plus la valeur en EUR des unités attribuées à votre contrat.

Lorsque le preneur d'assurance et l'assuré sont deux personnes différentes, aucune prestation ne sera versée au moment du décès du preneur d'assurance. Dans ce cas, le contrat continue à courir.

Article 7 – Quels sont les fonds d'investissement mis à votre disposition?

A. Vous disposez d'un choix diversifié de fonds d'investissement, présentant des caractéristiques propres et appartenant à différentes classes de risque, dans lesquels vous pouvez choisir d'investir chaque prime versée.

Les caractéristiques des différents fonds d'investissement sont définies dans les règlements de gestion des fonds.

B. Si un fonds comporte une garantie d'un rendement minimum, cette garantie fait l'objet d'une couverture prise auprès d'une entreprise agréée à cet effet dans l'Union Européenne. Le coût en est à charge du fonds d'investissement. Cependant, nous ne pouvons pas répondre de la défaillance des entreprises auprès desquelles la couverture a été prise. Selon la législation, les conséquences sont en effet à charge des preneurs du produit d'assurance sur la vie lié au fonds d'investissement concerné.

C. Si des circonstances exceptionnelles l'exigent, et pour sauvegarder vos intérêts, tout ou partie des opérations de versement, retrait, rachat et transfert pourraient être temporairement suspendues et toutes mesures nécessaires pourraient être prises. Dans ces circonstances, l'application de ces mesures exceptionnelles vous serait communiquée en temps opportun.

D. En cas de liquidation d'un fonds d'investissement, vous aurez le choix entre le transfert interne* et la liquidation de la valeur de rachat théorique. A cette occasion, aucune indemnité ni chargement de sortie ne sera appliqué.

Article 8 – Pouvez-vous changer des fonds d'investissement en cours de contrat?

A. A partir du 40e jour suivant la prise d'effet de votre contrat, vous avez droit à tout moment au transfert interne de tout ou partie de la valeur des unités détenues dans un ou plusieurs fonds vers un ou plusieurs autres fonds du contrat Capital Plus.

B. Vous pouvez demander sans frais deux transferts internes, totaux ou partiels, par année civile. Les transferts supplémentaires sont soumis à des frais de gestion s'élevant à 1% du montant transféré.

Un transfert partiel peut dépendre d'un montant minimum et/ou du maintien après transfert d'un montant minimum dans le fonds à partir duquel il est effectué.

C. La date du transfert et le cours applicable à la conversion qui en découle dépendent de la périodicité (journalière ou hebdomadaire) de la cotation des unités du/des fonds d'origine et du/des fonds de destination du transfert :

- si tous les fonds impliqués par le transfert, c'est-à-dire le(s) fonds d'origine et le(s) fonds de destination, sont des fonds d'investissement à cotation journalière, le transfert et la conversion en unités qui en découle sont réalisés au cours applicable au plus tôt le 1er et au plus tard le 3e jour ouvrable bancaire qui suit la réception de la demande de transfert ;
- si au moins un des fonds impliqués par le transfert, qu'il s'agisse d'un fonds d'origine ou d'un fonds de destination, est un fonds d'investissement à cotation hebdomadaire, le transfert et la conversion des unités qui en découle sont réalisés au cours applicable le premier jour de cotation hebdomadaire qui suit la date de réception de la demande de transfert, s'il y a au moins deux jours ouvrables bancaires entre la date de réception de la demande et le premier jour de cotation hebdomadaire suivant. S'il y a moins de deux jours ouvrables bancaires, le transfert et la conversion sont réalisés au cours applicable le deuxième jour de cotation hebdomadaire qui suit la date de réception de la demande de transfert.

Article 9 – Pouvez-vous racheter, totalement ou partiellement, votre contrat Capital Plus?

A. Droit au rachat

1) Généralités

Vous pouvez racheter votre contrat Capital Plus, totalement ou partiellement, lorsque vous disposez du droit au rachat et que vous remplissez les formalités nécessaires. Nous payons alors la valeur de rachat totale ou partielle.

Le rachat de votre contrat s'effectue par la conversion de la totalité ou d'une partie des unités du ou des fonds d'investissement attribuées à votre contrat.

Dans certains cas, l'exercice de votre droit au rachat peut être limité. Ainsi par exemple, vous ne pouvez pas racheter votre contrat si vous avez transféré ou donné en gage le droit au rachat à une tierce personne.

Si le bénéficiaire a accepté, vous devez disposer de l'accord écrit de ce bénéficiaire pour exercer votre droit au rachat.

2) Rachat total

Le rachat total de votre contrat Capital Plus s'effectue par la conversion en EUR de la totalité des unités du ou des fonds d'investissement attribuées à votre contrat.

En cas de rachat total, votre contrat prend fin et nous payons la totalité de la valeur de rachat théorique de votre contrat, diminuée de l'indemnité de rachat éventuelle.

3) Rachat partiel

a) Le rachat partiel de votre contrat Capital Plus s'effectue par la conversion en EUR du nombre d'unités du ou des fonds d'investissement attribuées à votre contrat correspondant au montant du rachat partiel à effectuer et de l'indemnité de rachat éventuelle.

Dans ce cas, nous payons la partie de la valeur de rachat de votre contrat correspondant au montant du rachat partiel.

b) Un rachat partiel peut être subordonné à un montant minimum par fonds et/ou au maintien dans ce fonds d'un montant minimum.

Les unités sont prélevées du fonds désigné par vous à cet effet. A défaut de désignation, les unités seront prélevées proportionnellement à la valeur de votre contrat dans les différents fonds, calculée à la date de chaque prélèvement*.

4) Rachats libres périodiques

a) Lorsque la valeur de votre Target Invest Plan et de votre contrat Capital Plus s'élève au montant minimum requis, vous pouvez demander des rachats libres périodiques de votre contrat Capital Plus, appelés pour votre facilité "retraits*", dont vous déterminez le montant, la périodicité et les modalités.

b) Chaque retrait (rachat libre périodique) s'effectue par la conversion en EUR du nombre d'unités du ou des fonds d'investissement attribuées à votre contrat correspondant au montant du rachat partiel à effectuer.

Les unités sont prélevées du fonds désigné par vous à cet effet. A défaut de désignation, les unités seront prélevées proportionnellement à la valeur de votre contrat dans les différents fonds, calculée à la date de chaque prélèvement.

c) Lors de votre première demande de retraits (rachats libres périodiques), vous pouvez bénéficier gratuitement d'un transfert de la valeur des unités détenues dans un ou plusieurs fonds vers le ou les fonds à partir duquel ou desquels les retraits seront exécutés, pour autant que la demande soit introduite au plus tôt le quarantième jour qui suit la prise d'effet du contrat.

d) Les retraits (rachats libres périodiques) doivent s'élever à un montant minimum et ne peuvent dépasser un montant maximum, en fonction de la périodicité des retraits.

e) Les retraits (rachats libres périodiques) sont effectués selon les modalités indiquées par vous jusqu'à ce que vous nous communiquiez par écrit votre volonté de les adapter ou d'y mettre fin.

Les retraits prennent automatiquement fin lorsque toutes les unités attribuées à votre contrat ou toutes les unités du fonds de prélèvement désigné pour les retraits sont épuisées, ou dès que nous sommes avertis de votre décès.

B. Comment pouvez-vous exercer votre droit au rachat et comment la valeur de rachat est-elle calculée?

1) Rachat total et rachat partiel

Si vous souhaitez procéder au rachat total ou partiel de votre contrat Capital Plus, vous devez nous le demander en nous renvoyant le document prévu à cet effet. En cas de rachat total, vous devez également nous renvoyer l'original des conditions particulières de votre contrat.

Nous payons alors tout ou partie de la valeur de rachat théorique, diminuée de l'éventuelle indemnité de rachat. La valeur de rachat théorique correspond à la valeur en EUR des unités détenues dans les différents fonds. Le cours applicable à la conversion des unités en EUR dépend de la périodicité (journalière ou hebdomadaire) de la cotation des unités du/des fonds d'investissement liés à votre contrat, visés par le rachat :

- si tous les fonds dont des unités doivent être converties pour effectuer l'opération de rachat sont des fonds d'investissement à cotation journalière, la valeur en EUR des unités détenues dans les différents fonds est calculée au cours applicable au plus tôt le 1er et au plus tard le 3e jour ouvrable bancaire qui suit la date de réception de la demande de rachat. Si la demande de rachat mentionne une date postérieure, la conversion est effectuée à cette date postérieure si celle-ci correspond à un jour ouvrable bancaire. Si cette date postérieure ne correspond pas à un jour ouvrable bancaire, la conversion sera effectuée le premier jour ouvrable bancaire suivant ;
- si au moins un fonds dont les unités doivent être converties pour effectuer l'opération de rachat est un fonds d'investissement à cotation hebdomadaire, la valeur en EUR des unités est calculée au cours applicable le premier jour de cotation hebdomadaire qui suit la date de réception de la demande de rachat, s'il y a au moins un jour ouvrable bancaire entre la date de réception de la demande et le premier jour de cotation hebdomadaire suivant. S'il y a moins d'un jour ouvrable bancaire, la valeur en EUR des unités est calculée au cours applicable le deuxième jour de cotation hebdomadaire suivant la date de réception de la demande. Si la demande de rachat mentionne une date ultérieure, la conversion est effectuée à cette date s'il s'agit d'un jour de cotation hebdomadaire. Si cette date postérieure ne correspond pas à un jour de cotation hebdomadaire, la conversion est effectuée le premier jour de cotation hebdomadaire suivant.

Le rachat prend effet à la date de conversion des unités en EUR, telle que déterminée ci-dessus. Dès cet instant, en cas de rachat total, le décès de l'assuré n'est plus couvert. L'indemnité de rachat s'élève à 3%, 2,5%, 2%, 1,5% ou 1% de la valeur de rachat théorique totale ou partielle du contrat, selon que le rachat prend effet au cours de la 1ère, 2e, 3e ou 4e année ou à partir de la 5e année du contrat. Aucune indemnité de rachat n'est toutefois due lorsque le rachat prend effet au cours de la dernière année du contrat. Aucune indemnité de rachat n'est due lorsque le rachat prend effet postérieurement à l'horizon d'investissement prévu.

2) Rachats libres périodiques

Si vous souhaitez procéder à des retraits (rachats libres périodiques) sur votre contrat Capital Plus, vous devez nous le demander en nous renvoyant le document prévu à cet effet.

La date de prélèvement et de conversion des unités nécessaires à l'exécution des retraits dépend de la périodicité (journalière ou hebdomadaire) de la cotation des unités du/des fonds d'investissement liés à votre contrat, visés par les retraits :

- si tous les fonds dont des unités doivent être converties pour effectuer les retraits sont des fonds d'investissement à

cotation journalière, le prélèvement et la conversion des unités nécessaires à l'exécution des retraits aura lieu:

- au plus tôt 3 jours ouvrables bancaires précédant la date de paiement*, si celle-ci tombe un jour ouvrable bancaire;
- au plus tôt 4 jours ouvrables bancaires précédant la date de paiement, si celle-ci ne tombe pas un jour ouvrable bancaire ;
- si au moins un fonds dont des unités doivent être converties pour effectuer les retraits est un fonds d'investissement à cotation hebdomadaire, le prélèvement et la conversion des unités nécessaires à l'exécution des retraits auront lieu :
 - au cours applicable le premier jour de cotation hebdomadaire précédant la date de paiement, s'il y a au moins un jour ouvrable bancaire entre la date de cette cotation hebdomadaire et la date de paiement ;
 - au cours applicable le deuxième jour de cotation hebdomadaire précédant la date de paiement, s'il y a moins d'un jour ouvrable bancaire entre la date de la première cotation hebdomadaire précédant la date de paiement et la date de paiement.

Le retrait (rachat libre périodique) prend effet à la date de conversion des unités en EUR, telle que déterminée ci-dessus.

Les retraits (rachats libres périodiques) seront effectués sans frais pour autant qu'il se soit écoulé, entre votre demande de retraits et le premier paiement de retrait, une période correspondant à la périodicité souhaitée ou lorsque votre demande de retraits est reçue par nous dans les 30 jours de la conclusion de votre contrat. De même, si vous demandez une modification de la périodicité des retraits, les retraits seront effectués sans frais pour autant qu'il se soit écoulé, entre votre demande de modification de la périodicité des retraits et le premier paiement de retrait, une période correspondant à la nouvelle périodicité souhaitée. A défaut, le retrait donnera lieu, le cas échéant, à une retenue d'indemnité de rachat comme décrite au point B.1) de cet article.

Article 10 - Pratiques associées au "Market Timing"

La pratique du Market Timing* ne peut être admise, car elle peut diminuer la performance du fonds à travers une hausse des coûts et/ou entraîner une dilution du profit. Les apports, les prélèvements et les transferts sont réalisés à une valeur d'unité inconnue.

Les pratiques associées au Market Timing ne sont pas autorisées et les demandes d'apport, prélèvement et transfert peuvent être rejetées si le preneur d'assurance est soupçonné avoir recours à ce genre de pratiques ou si ces opérations présentent des caractéristiques de ce genre de pratiques.

Partie IV : Dispositions communes aux contrats Constitution de capital et Capital Plus

Article 11 – Conclusion et prise d'effet des contrats

Votre contrat Constitution de capital et votre contrat Capital Plus prennent la forme de polices présignées* par nous. Celles-ci constituent une offre de conclure les contrats aux conditions qui y sont décrites.

Les contrats prennent effet dès que vous avez signé les conditions particulières et que la première prime a été payée pour chacun des contrats. Toutefois, la date de prise d'effet* ne pourra être antérieure à la date de prise de cours* fixée dans vos conditions particulières.

Si l'assuré n'est plus en vie à la date de prise d'effet des contrats, les contrats prennent fin, sans paiement du capital assuré. Dans ce cas, nous remboursons la prime de votre contrat Constitution de capital et la valeur de rachat théorique ainsi que les frais d'entrée de votre contrat Capital Plus.

Article 12 – Bases contractuelles, garantie de tarif et incontestabilité

A. Vos déclarations, les déclarations de l'assuré, ainsi que les indications figurant sur les autres documents que nous recevons à l'occasion de la conclusion ou de la modification des contrats, forment la base des contrats et en font partie intégrante.

B. Les contrats ne peuvent en principe être souscrits en couverture ou en reconstitution d'un crédit, sauf mention contraire dans vos conditions particulières.

C. Pour le contrat Constitution de capital, les bases techniques du tarif appliqué sont garanties pour les primes qui ont été versées, mais peuvent être modifiées pour les primes futures.

D. Les contrats sont incontestables dès l'instant où ils prennent effet, sauf en cas de fraude. En outre, nous ne pouvons invoquer la nullité des contrats sur base d'omission ou d'inexactitude dans vos déclarations ou celles de l'assuré, sauf si celles-ci étaient intentionnelles.

E. Si l'âge de l'assuré a été inexactement déclaré, les prestations assurées sont augmentées ou réduites en fonction de l'âge réel de l'assuré qui aurait dû être pris en considération.

F. Si vous ne transmettez pas les documents nécessaires à votre identification en exécution de la réglementation relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, nous mettrons fin au contrat au plus tard dans les 2 mois de sa prise d'effet et conformément à ce qui est dit ci-après concernant la résiliation du contrat, nous rembourserons, outre les frais d'entrée, les primes déjà versées en ce qui concerne le contrat Constitution de capital et la valeur en EUR des unités détenues dans les différents fonds en ce qui concerne le contrat Capital plus.

G. Toutes les dates mentionnées dans vos contrats débutent à 0h00.

H. Lors de l'exercice de vos droits découlant de votre contrat, nous nous réservons cependant le droit de ne pas donner suite à votre demande si nous sommes d'avis que son exécution impliquerait une infraction à une loi ou réglementation ou à une disposition contractuelle. Dans ce cas, nous vous informons de notre décision.

Article 13 – Quelle est la durée des contrats?

Votre contrat Constitution de capital est un contrat temporaire dont le terme est mentionné dans vos conditions particulières. Si l'assuré décède avant le terme du contrat, nous payons un capital décès au bénéficiaire en cas de décès que vous avez désigné et le contrat prend fin.

Votre contrat Capital Plus est un contrat vie entière et a donc une durée indéterminée. L'horizon d'investissement de ce contrat est égal à la durée de votre contrat Constitution de capital. En cas de décès de l'assuré, nous payons au bénéficiaire en cas de décès que vous avez désigné un capital décès égal à la réserve de votre contrat Capital Plus et le contrat prend fin.

Toutefois, lorsque des prélèvements sont effectués sur votre contrat Capital Plus, ce contrat prend fin dès l'épuisement complet des unités qui lui sont attribuées. Dès cet instant, le décès de l'assuré n'est plus couvert par le contrat Capital Plus.

Si l'assuré est en vie au terme du contrat Constitution de capital, nous payons le capital vie assuré de votre contrat Constitution de capital au bénéficiaire en cas de vie. Toutefois, si vous êtes le bénéficiaire en cas de vie, vous pouvez opter pour le transfert de ce capital vie assuré sur votre contrat Capital Plus. Vous devez alors demander ce transfert au moyen du document prévu à cet effet. Ce droit vous est conféré à titre personnel et ne peut être cédé. Il ne peut être exercé qu'au moment de la liquidation du capital vie et s'éteint de plein droit à votre décès. Ce transfert s'effectue en appliquant les frais éventuellement dus décrits à l'article 15. E.

Dans les deux cas, votre contrat Constitution de capital prend fin.

Votre contrat Capital Plus continue quant à lui à courir, à moins que vous ne souhaitiez le racheter, selon les modalités décrites à l'article 9.

Article 14 – Désignation du bénéficiaire

A. Jusqu'à ce que les prestations assurées soient exigibles, vous avez le droit de désigner un ou plusieurs bénéficiaires. Pendant la durée de vos contrats, vous avez également la possibilité de révoquer ou modifier le bénéficiaire aussi longtemps que le bénéfice n'est pas accepté. Par sa désignation, le bénéficiaire a droit aux prestations assurées.

B. Le bénéfice peut être accepté à tout moment. Tant que vous êtes en vie, cette acceptation ne peut se faire que par un avenant à vos contrats, signé par vous-même, par le bénéficiaire et par nous.

C. En cas d'acceptation du bénéfice, l'exercice des droits de rachat, de transfert externe*, de révocation ou de modification du bénéfice, du droit de mise en gage et du droit de cession des droits nécessite le consentement écrit du bénéficiaire acceptant.

D. Nous ne pouvons tenir compte d'une désignation, révocation ou modification du bénéficiaire que dans la mesure où vous nous en avez averti par écrit.

E. Si vous n'avez pas désigné de bénéficiaire, ou lorsque la désignation du bénéficiaire ne peut produire d'effet ou a été révoquée, les prestations assurées reviennent à vous-même ou à votre succession. Lorsque le bénéficiaire décède avant l'assuré, les prestations assurées reviennent à vous-même ou à votre succession, sauf si vous avez désigné un autre bénéficiaire.

F. Lorsqu'il est mentionné en qualité de bénéficiaire du (des) contrat(s) 'les frères et sœurs du preneur/assuré, par parts égales' sans faire référence aux demi-frères ou demi-sœurs de celui-ci, et s'il existe des demi-frères ou demi-sœurs au moment de la liquidation du contrat, la répartition de la prestation assurée se fera selon la règle suivante : 'les frères et sœurs du preneur d'assurance/assuré par parts égales, en ce compris les demi-frères et demi-sœurs à concurrence de la moitié des parts d'un frère ou d'une sœur'.

Article 15 – Transferts externes entre les contrats Constitution de capital et capital Plus

A. Un transfert externe est un transfert d'une partie de la réserve ou de la totalité de la réserve du contrat Constitution de capital vers le contrat Capital Plus ou du contrat Capital Plus vers le contrat Constitution de capital. Les transferts externes peuvent être exécutés à partir du 40^e jour suivant la prise d'effet de vos contrats.

B. Un transfert externe peut être subordonné à un montant minimum et/ou au maintien après transfert d'un montant minimum dans le fonds du contrat Capital Plus à partir duquel le transfert a été effectué et/ou au maintien après transfert d'un montant minimum de la réserve du contrat Constitution de capital.

C. Si la totalité de la réserve du contrat Constitution de capital est transférée vers le contrat Capital Plus, le contrat Constitution de capital prend alors fin.

Si la totalité de la réserve du contrat Capital Plus est transférée vers le contrat Constitution de capital, le contrat Capital Plus prend alors fin.

D. Ni indemnité de rachat ni frais d'entrée ne sont dus sur le montant du transfert externe.

E. Vous pouvez demander sans frais deux transferts externes par année civile. Les transferts supplémentaires sont soumis à des frais de transfert externe s'élevant à 1% du montant transféré.

F. Lorsque vous avez donné en gage vos droits, les transferts externes ne sont possibles que moyennant le consentement écrit de celui auquel vos droits ont été donnés en gage.

En cas d'acceptation de bénéficiaire, les transferts externes ne sont possibles que moyennant le consentement écrit du bénéficiaire acceptant du contrat à partir duquel le transfert externe est effectué.

Lorsque vous avez transféré votre droit au transfert externe, les transferts externes ne peuvent être exécutés que sur demande de celui auquel le droit au transfert externe a été transféré.

Lorsque vous avez transféré d'autres droits que votre droit au transfert externe, un transfert externe n'est pas permis lorsqu'il peut en découler un quelconque dommage ou désavantage pour celui auquel vos droits ont été transférés.

G. Transferts externes du contrat Constitution de capital vers le contrat Capital Plus.

La réserve du contrat Constitution de capital est diminuée du montant qui est transféré vers le contrat Capital Plus et des éventuelles retenues obligatoires.

En cas de transfert au cours des 8 premières années du contrat Constitution de capital, la valeur de rachat théorique pourra être remplacée par la valeur de rachat théorique calculée au spot rate, conformément à l'article 4.B.3) de ces conditions générales.

Le montant transféré est converti en unités d'un ou plusieurs fonds selon les modalités d'investissement qui sont applicables à ce moment au contrat Capital Plus.

La date de transfert et le cours applicable à la conversion en unités qui en découle dépendent de la périodicité (journalière ou hebdomadaire) de la cotation des unités du/des fonds d'investissement de destination du transfert :

- si tous les fonds de destination du transfert sont des fonds d'investissement à cotation journalière, le transfert et la conversion en unités qui en découle sont réalisés au cours applicable au plus tôt le 1er et au plus tard le 3e jour ouvrable bancaire qui suit la réception par nous de la demande de transfert ;

- si au moins un des fonds de destination du transfert est un fonds d'investissement à cotation hebdomadaire, le transfert et la conversion des unités qui en découle sont réalisés au cours applicable le premier jour de cotation hebdomadaire qui suit la date de réception de la demande de transfert.

H. Transferts externes du contrat Capital Plus vers le contrat Constitution de capital

Le transfert externe à partir de votre contrat Capital Plus s'effectue par la conversion en EUR du nombre d'unités du ou des fonds d'investissement attribuées à votre contrat correspondant au montant du transfert externe à effectuer. Les unités sont prélevées du ou des fonds désigné(s) par vous à cet effet. A défaut de désignation, les unités seront prélevées proportionnellement à la valeur de votre contrat dans les différents fonds, calculée à la date de chaque prélèvement.

La date de transfert et le cours applicable à la conversion des unités en EUR qui en découle dépendent de la périodicité (journalière ou hebdomadaire) de la cotation des unités du/des fonds d'investissement d'origine du transfert :

- si tous les fonds d'origine du transfert sont des fonds d'investissement à cotation journalière, le transfert et la conversion des unités qui en découle sont réalisés au cours applicable au plus tôt le 1er et au plus tard le 3e jour ouvrable bancaire qui suit la réception par nous de la demande de transfert ;

- si au moins un des fonds d'origine du transfert est un fonds d'investissement à cotation hebdomadaire, le transfert et la conversion des unités qui en découle sont réalisés au cours applicable le premier jour de cotation hebdomadaire qui suit la date de réception de la demande de transfert s'il y a au moins un jour ouvrable bancaire entre la date de la demande et le premier jour de cotation hebdomadaire suivant. S'il y a au moins d'un jour ouvrable bancaire, le transfert et la conversion en unités qui en découle sont réalisés au cours applicable le deuxième jour de cotation hebdomadaire suivant la date de réception de la demande de transfert. Chaque transfert externe vers le contrat Constitution de capital, diminué de la prime de risque de la couverture décès, augmente le capital en cas de vie déjà constitué. Ce transfert est traité au tarif qui est d'application au moment du transfert externe. Le tarif appliqué est garanti pour toute la durée du contrat restant à courir.

Article 16 - Le terrorisme est-il couvert ?

A. Adhésion

Nous couvrons les dommages causés par le terrorisme. Nous sommes membres à cette fin de l'ASBL TRIP (Terrorism Reinsurance and Insurance Pool). Conformément à la loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, l'exécution de tous les engagements de l'ensemble des entreprises d'assurances membres de l'ASBL est limitée à 1 milliard d'euros par année civile pour les dommages causés par tous les événements reconnus comme relevant du terrorisme, survenus pendant cette année civile. Ce montant est adapté, le 1er janvier de chaque année, à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui de décembre 2005. En cas de modification légale ou réglementaire de ce montant de base, cette modification sera automatiquement d'application sauf si un autre régime transitoire est prévu.

B. Règle proportionnelle

Si le total des indemnités calculées ou estimées excède le montant cité dans le précédent alinéa, une règle proportionnelle est appliquée : les indemnités à payer sont limitées à concurrence du rapport entre le montant cité dans le précédent alinéa ou les moyens encore disponibles pour cette année civile et les indemnités à payer imputées à cette année civile.

C. Régime de paiement

Conformément à la loi susmentionnée du 1er avril 2007, le Comité de l'ASBL TRIP, tel que décrit dans la loi, décide si un événement répond à la définition de terrorisme. Afin que le montant de 1 milliard d'euros cité ci-avant ne soit pas dépassé, ce Comité fixe, six mois au plus tard après l'événement, le pourcentage de l'indemnisation que les entreprises d'assurances membres de l'ASBL doivent prendre en charge en conséquence de l'événement. Le Comité peut revoir ce pourcentage. Le Comité prend, au plus tard le 31 décembre de la troisième année suivant l'année de survenance de l'événement, une décision définitive quant au pourcentage d'indemnisation à payer.

Lorsque le Comité constate que le montant de 1 milliard d'euros cité ci-avant ne suffit pas à indemniser l'ensemble des dommages subis ou lorsque le Comité ne dispose pas d'éléments suffisants pour déterminer si ce montant suffit, les dommages aux personnes sont indemnisés en priorité. L'indemnisation des dommages moraux intervient après toutes les autres indemnisations.

Toute limitation, exclusion et/ou tout étalement dans le temps de l'exécution des engagements de l'entreprise d'assurance, définis dans une loi, un arrêté royal ou toute autre réglementation, s'appliquera à votre contrat conformément aux modalités qui y sont prévues. Les dispositions du présent point ne sont pas applicables à la valeur de rachat théorique des assurances-vie.

D. Armes nucléaires

Les dommages causés par des armes ou des engins destinés à exploser par une modification de structure du noyau atomique ne sont pas couverts dans le présent contrat.

E. Modifications ultérieures

En cas de modifications de la législation relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, ces modifications seront automatiquement d'application sauf si un autre régime transitoire est prévu.

Article 17 – Quels sont les risques exclus?

A. Risques exclus, sauf convention contraire

A moins qu'il n'en soit convenu autrement dans vos conditions particulières, les risques suivants ne sont pas couverts.

1) Risques d'aviation spécifiques

a) Le décès de l'assuré par accident à bord d'un appareil aérien à moteur ultra-léger, d'un prototype ou d'un appareil utilisé à l'occasion de compétitions, démonstrations, essais de vitesse, raids, records ou tentatives de records, y compris leur préparation.

b) Le décès de l'assuré consécutif à une activité de parapente ou de parachutisme, comme par exemple le parachutisme ascensionnel ou le saut en parachute, à moins que l'assuré n'ait été obligé de quitter l'appareil aérien pour lequel les risques d'aviation sont couverts par le contrat.

c) Le décès de l'assuré par accident encouru à l'occasion de la pratique du vol à voile ou de la traction de planeurs, pour autant que les instances compétentes n'aient pas délivré les habilitations nécessaires.

d) Le décès de l'assuré par accident à bord d'un appareil militaire, sauf s'il s'agit d'un appareil de transport ou d'un appareil qui effectue une excursion.

2) Risques de guerre et d'émeute

a) Le décès de l'assuré en Belgique consécutif à un fait de guerre. Par fait de guerre, on entend un fait qui est la conséquence directe ou indirecte d'une action offensive ou défensive d'une puissance belligérante ou de quelque autre fait de nature militaire. Cette exclusion est élargie à tout décès de l'assuré, quelle qu'en soit la cause, lorsqu'il participe activement aux hostilités.

b) Le décès de l'assuré à l'étranger, consécutif à un fait de guerre, tel que défini ci-dessus, lorsque le conflit existait déjà à l'arrivée de l'assuré dans ce pays. Si le conflit naît durant le séjour de l'assuré, le décès reste couvert contre le fait de guerre durant les 30 premiers jours des hostilités pour autant que l'assuré n'y participe pas de manière active ou ne s'y expose pas volontairement.

c) Le décès de l'assuré suite à des émeutes, troubles civils ou tous actes de violence collective d'inspiration politique,

idéologique ou sociale, accompagnés ou non de rébellion contre l'autorité ou toute autorité constituée, si l'assuré y a pris part activement. Les assurés chargés par une autorité belge du maintien de l'ordre en Belgique restent couverts contre les faits d'émeute pour autant que le contrat ait pris effet depuis deux ans au moins.

B. Risques toujours exclus

Les risques suivants ne sont jamais couverts.

1) Le décès de l'assuré par suite de suicide pendant l'année qui suit la date de prise d'effet du contrat, de sa remise en vigueur ou de l'augmentation des prestations assurées qui n'aurait pas été prévue dès la prise de cours du contrat. Dans les deux derniers cas, l'exclusion ne concerne que la partie de la prestation assurée ayant fait l'objet de la remise en vigueur ou de l'augmentation.

2) Le décès de l'assuré provoqué par le fait intentionnel ou à l'instigation du preneur d'assurance (s'il est différent de l'assuré) ou de l'un des bénéficiaires.

3) Le décès de l'assuré qui est le résultat d'une condamnation judiciaire ou qui a pour cause immédiate et directe un fait qui est ou qui aurait pu être qualifié de crime ou délit intentionnel dont l'assuré a été auteur ou co-auteur et dont il aurait pu prévoir les conséquences.

Article 18 – Que payons-nous lorsque le décès de l'assuré résulte d'un risque exclu?

Lorsque le décès de l'assuré résulte d'un risque exclu, nous payons pour le contrat Constitution de capital la valeur de rachat théorique calculée au jour du décès. Pour le contrat Capital Plus, nous payons la valeur en EUR des unités attribuées à votre contrat.

Si l'assuré décède par le fait intentionnel d'un ou de plusieurs bénéficiaires de la garantie, ces derniers sont déchés de tous droits sur le capital assuré ou sur la valeur de rachat théorique. Néanmoins, la quote-part dans la prestation assurée d'un bénéficiaire étranger à ce fait intentionnel ou à cette instigation ne peut pas être augmentée par la quote-part initialement destinée à l'auteur ou à l'instigateur du fait intentionnel. Nous ne payons pas à cet auteur ou instigateur les prestations assurées ou la partie qui lui était destinée.

Nous versons alors la valeur de rachat théorique correspondante soit à vous-même soit à votre succession. Lorsqu'il s'agit d'une assurance affectée en garantie ou en reconstitution d'un crédit, est considérée comme bénéficiaire, pour l'application de ce point, toute personne qui, en l'absence d'assurance, serait, en tout ou en partie, obligée au paiement de la dette.

Article 19 – Quels documents doivent nous être fournis pour le versement des prestations assurées?

A. En cas de vie de l'assuré au terme du contrat Constitution de capital, nous payons le capital vie assuré après réception:

- des conditions particulières et des avenants originaux;
- d'un certificat de vie de l'assuré;
- des autres pièces qui se révéleraient nécessaires à la liquidation du contrat que nous demanderions.

B. En cas de décès de l'assuré au cours de la période assurée, nous payons le capital décès assuré des contrats Constitution de capital et Capital Plus après réception:

- des conditions particulières et des avenants originaux;
- d'un extrait d'acte de décès de l'assuré;
- d'un certificat médical indiquant les causes et les circonstances de son décès;

- d'un acte d'hérédité ou certificat d'hérédité, lorsque les bénéficiaires n'ont pas été désignés nommément;
- des autres pièces qui se révéleraient nécessaires à la liquidation du contrat que nous demanderions.

Article 20 – Participation bénéficiaire

A. Qu'est-ce qu'une participation bénéficiaire?

Lorsque nous accordons une participation bénéficiaire, nous renonçons gratuitement à une partie de nos bénéfices au profit de catégories déterminées de contrats d'assurance. Lorsque nous attribuons une participation bénéficiaire à votre contrat, cela entraîne une augmentation du capital assuré en cas de vie ou en cas de décès.

La participation bénéficiaire qui a été attribuée à votre contrat et l'augmentation du capital qui en résulte est garantie.

L'attribution d'une participation bénéficiaire future ne peut légalement pas être garantie. Elle dépend de la conjoncture économique et des résultats de notre entreprise.

L'attribution de la participation bénéficiaire est réalisée suivant les règles du plan de participation bénéficiaire d'application pour l'année concernée.

B. Quels contrats donnent droit à une participation bénéficiaire?

Le contrat Constitution de capital donne actuellement droit à une participation bénéficiaire, sans que des conditions déterminées doivent être remplies. Elle est effectuée sous la forme d'une augmentation définitive du capital au terme qui sera versé au bénéficiaire en cas de vie.

En cas de décès de l'assuré avant le terme du contrat, le capital décès assuré du contrat Constitution de capital est augmenté de 101 % de la réserve de participation bénéficiaire, calculée à la date du décès.

La participation bénéficiaire est attribuée pour la partie du contrat qui n'a pas fait l'objet d'une avance octroyée par nous.

Etant donné que le contrat Capital Plus est une assurance-vie liée à des fonds d'investissement, ce contrat ne donne pas droit à une participation bénéficiaire.

C. Les conditions d'attribution de la participation bénéficiaire peuvent-elles être adaptées?

Les conditions qui doivent être remplies pour bénéficier de la participation bénéficiaire peuvent être modifiées dans le futur et de nouvelles conditions peuvent être établies. Si une telle modification avait une influence pour votre contrat, nous vous en tiendrions informé.

Si vous demandez la modification d'un des éléments techniques* de votre contrat, le droit à la participation bénéficiaire dépendra des nouvelles spécifications de votre contrat et du plan de participation bénéficiaire d'application à ce moment.

Article 21 – Les contrats peuvent-ils encore être résiliés après la conclusion?

A. Vous pouvez résilier

Vous avez le droit de résilier tant le contrat Constitution de capital que le contrat Capital Plus dans les 30 jours de leur prise d'effet.

Lorsque la vente se réalise à distance au sens de la réglementation sur les pratiques du marché et à la protection du consommateur, en ce qui concerne votre contrat « constitution de capital », le délai de 30 jours

commence à courir à partir du moment où nous vous avons informés de la conclusion de votre contrat.

Vous avez également le droit de résilier votre contrat d'assurance lorsque, lors de la conclusion, il a été expressément affecté à la couverture ou la reconstitution d'un crédit que vous avez sollicité, et que ce crédit ne vous est pas accordé. Dans ce cas, vous pouvez résilier le contrat dans les 30 jours à compter du moment où vous avez connaissance du fait que le crédit sollicité ne vous est pas accordé.

Dans tous les cas, vous devez résilier votre contrat par écrit et nous renvoyer les conditions particulières originales.

Pour le contrat Constitution de capital, nous remboursons alors la prime payée, déduction faite des sommes déjà consommées pour la couverture du risque décès.

Pour le contrat Capital Plus, nous remboursons alors la valeur en EUR des unités détenues dans les différents fonds ainsi que les frais d'entrée. Le cours applicable à la conversion des unités en EUR dépend de la périodicité (journalière ou hebdomadaire) de la cotation des unités du/des fonds d'investissement liés à votre contrat :

- si tous les fonds liés à votre contrat sont des fonds d'investissement à cotation journalière, la valeur des unités est calculée au cours applicable au plus tôt le 1er et au plus tard le 3e jour ouvrable bancaire suivant celui où nous avons reçu la demande de résiliation ;
- si au moins un fonds lié à votre contrat est un fonds d'investissement à cotation hebdomadaire, la valeur des unités est calculée au cours applicable le premier jour de cotation hebdomadaire qui suit la date de réception de la demande de résiliation, s'il y a au moins un jour ouvrable bancaire entre la date de réception de la demande et le premier jour de cotation hebdomadaire suivant. S'il y a au moins d'un jour ouvrable bancaire, la valeur des unités est calculée au cours applicable le deuxième jour de cotation hebdomadaire qui suit la date de réception de la demande.

B. Nous pouvons résilier

Nous disposons également de la possibilité de résilier le contrat dans les 30 jours à compter du moment où nous avons reçu les conditions particulières originales.

Lorsque la vente se réalise à distance au sens de la réglementation sur les pratiques du marché et à la protection du consommateur, en ce qui concerne le contrat « constitution de capital », ce délai de 30 jours commence à courir à partir du moment où nous vous avons informés de la conclusion de vos contrats

La résiliation prend effet 8 jours après avoir été portée à votre connaissance.

Pour le contrat Constitution de capital, nous remboursons la totalité de la prime payée.

Pour le contrat Capital Plus, nous remboursons alors la valeur en EUR des unités détenues dans les différents fonds, ainsi que les frais d'entrée. Le cours applicable à la conversion des unités en EUR dépend de la périodicité (journalière ou hebdomadaire) de la cotation des unités du/des fonds d'investissement liés à votre contrat :

- si tous les fonds liés à votre contrat sont des fonds d'investissement à cotation journalière, la valeur des unités est calculée au cours applicable au plus tôt le 1er et au plus tard le 3e jour ouvrable bancaire qui suit celui où nous avons envoyé la lettre de résiliation ;
- si au moins un fonds lié à votre contrat est un fonds d'investissement à cotation hebdomadaire, la valeur des unités est calculée au cours applicable le premier jour de cotation hebdomadaire suivant la date à laquelle nous avons envoyé la lettre de résiliation, s'il y a au moins un jour ouvrable bancaire entre la date d'envoi de cette lettre et le premier jour de cotation hebdomadaire suivant.

S'il y a moins d'un jour ouvrable bancaire, la valeur des unités est calculée au cours applicable le deuxième jour de cotation hebdomadaire qui suit la date d'envoi de la lettre de résiliation.

Article 22 – Pouvez-vous remettre vos contrats en vigueur?

Lorsque votre contrat Constitution de capital est racheté, vous pouvez le remettre en vigueur pour les montants qui étaient assurés à la date du rachat.

Vous devez nous demander par écrit la remise en vigueur dans les 3 mois qui suivent le rachat de votre contrat d'assurance.

Vous devez nous rembourser la valeur de rachat, et la prime est adaptée lors de la remise en vigueur, compte tenu de la valeur de rachat théorique au moment du rachat.

Lorsque votre contrat Capital Plus a été racheté, vous ne pouvez pas remettre ce contrat en vigueur.

Article 23 – Une avance sur les prestations assurées peut-elle être obtenue?

Aucune avance n'est accordée sur le Target Invest Plan.

Article 24 – Ordre des opérations

A. En application des conditions générales, différents types d'opérations donnant lieu à la conversion des/en unités sont possibles, par exemple:

- versements de primes
- rachats et retraits (rachats libres périodiques)
- transferts
- résiliation

B. Lorsque, en application des conditions générales, plusieurs opérations de ce type doivent être effectuées le même jour de cotation, l'ordre d'exécution est établi en fonction de la date qui détermine le jour de cotation auquel a lieu la conversion des/en unités. Par exemple:

- pour un versement de prime, il s'agit de la date de réception de la prime;
- pour un transfert, il s'agit de la date de réception de la demande de transfert.

C. Par dérogation aux règles générales applicables, lorsque deux opérations de ce type ont eu lieu (par ex. un versement de prime), ont été demandées (par ex. un rachat ou un transfert) ou ont été prévues, la conversion des/en unités qui résulte de la seconde opération sera effectuée conformément aux règles normalement applicables, mais au plus tôt le jour de conversion des/en unités de la première opération.

Lorsque plus de deux opérations de ce type ont eu lieu, ont été demandées ou ont été prévues, cette règle est applicable à chaque opération par rapport à l'opération précédente.

Article 25 – Quelles informations relatives à votre Target Invest Plan et aux fonds d'investissement sont mises à votre disposition?

A. Pour votre Target Invest Plan, nous mettons actuellement à votre disposition un grand nombre d'informations relatives à l'évolution des deux contrats:

1) Nous vous informons par écrit lors de chaque mouvement financier sur votre Target Invest Plan. Ce document, qui vaut avenant et fait partie intégrante du contrat concerné par l'opération financière, mentionne:

- a) pour votre contrat Constitution de capital: la modification de votre capital vie après l'opération.
- b) pour votre contrat Capital Plus: la dénomination des fonds, les montants, le nombre d'unités, la valeur de l'unité

appliquée à l'opération exécutée, ainsi que le nombre total des unités détenues par fonds après l'opération.

2) Si vous disposez d'un contrat Easy Banking Web auprès de BNP Paribas Fortis SA, vous pouvez également par ce biais consulter la situation de vos deux contrats, uniquement à titre indicatif.

3) En outre, vous recevez annuellement un aperçu récapitulatif de votre Target Invest Plan reprenant les capitaux garantis de votre contrat Constitution de capital et reprenant, pour chaque fonds, le nombre et la valeur des unités attribuées à votre contrat Capital Plus.

B. Pour votre contrat Capital Plus, nous mettons également à votre disposition les informations suivantes relatives aux fonds d'investissement et à leur évolution:

1) Le règlement de gestion du ou des fonds d'investissement dans le(s)quel(s) vous envisagez d'investir votre/ vos prime(s) vous est remis à l'occasion de la conclusion de votre contrat. Ce règlement de gestion décrit les règles de gestion du fonds et reprend notamment les objectifs et la politique d'investissement du fonds, la classe de risque à laquelle il appartient. Les règlements de gestion des autres fonds d'investissement sont disponibles sur simple demande.

2) Nous établissons également des rapports périodiques donnant des informations sur l'évolution des différents fonds. Ceux-ci sont disponibles sur simple demande auprès des agences BNP Paribas Fortis ou de votre intermédiaire.

3) La valeur de l'unité de chaque fonds fait l'objet d'une publication dans la presse spécialisée, uniquement à titre indicatif.

Article 26 – Taxes et frais éventuels

A. Les impôts, taxes et droits qui existent ou qui seraient établis sous une dénomination quelconque après la conclusion du contrat et qui sont ou seraient dus du fait de la conclusion ou l'exécution de votre contrat, sont à votre charge, à charge des ayants droit ou du (des) bénéficiaire(s), suivant le cas.

Si une taxe est due sur la prime, cette taxe doit être payée par le preneur d'assurance en même temps que la prime.

B. Le contrat Constitution de capital et le contrat Capital Plus génèrent des frais, notamment des frais d'entrée, des frais de transfert interne et externe et des indemnités de rachat, ainsi que des frais de gestion des fonds.

Ces frais sont mentionnés dans le contrat, dans les règlements de gestion ou sur les documents prévus pour les demandes d'adaptation ou de rachat. Nous nous réservons le droit de modifier ces frais. En cas de modification à la hausse, nous vous en avertirons dans un délai raisonnable, conformément aux dispositions légales applicables.

C. Des frais peuvent être demandés lorsque vous, l'assuré ou le bénéficiaire occasionnez des dépenses particulières. Nous pouvons, entre autres, retenir des frais supplémentaires pour la délivrance de duplicatas, d'attestations et relevés spécifiques, pour la recherche d'adresses et lorsque nous modifions à votre demande un élément technique de votre contrat.

D. En outre, nous pouvons porter en compte des frais pour les éventuelles recherches et/ou vérifications visées dans la réglementation concernant les compte, coffres et contrats d'assurances dormants et ce dans les limites prévues.

Article 27 – Changement de domicile et communication écrite

A. Si vous changez de domicile, vous devez nous communiquer par écrit immédiatement votre nouvelle adresse, en rappelant le numéro de vos contrats.

A défaut, toutes communications et notifications vous sont valablement faites à l'adresse indiquée dans vos contrats ou à la dernière adresse qui nous a été communiquée.

B. Si, dans les présentes conditions générales, il est indiqué que nous devons être avertis "par écrit", cela veut dire au moyen d'un document pré-imprimé dûment complété, daté et signé, ou d'une lettre datée et signée.

Tous les documents pré-imprimés nécessaires aux opérations que vous souhaitez effectuer sont disponibles dans les agences de BNP Paribas Fortis.

C. Tous les délais prenant cours à la date de réception de l'écrit par nous, prennent cours à leur date de réception à notre siège social.

Article 28 – Demande d'informations et plaintes

Lorsque vous avez une question concernant ces contrats, vous pouvez toujours prendre contact avec votre agence BNP Paribas Fortis ou votre intermédiaire. Ils vous donneront volontiers des informations ou chercheront avec vous une solution.

Vous pouvez également communiquer avec votre assureur en néerlandais. Tous les documents contractuels sont aussi disponibles en néerlandais.

Si vous avez une plainte en ce qui concerne les services d'intermédiaires, vous pouvez vous adresser au service Gestion des Plaintes de BNP Paribas Fortis SA, Montagne du Parc 3 à B-1000 Bruxelles.

Pour toutes autres plaintes concernant le contrat, vous pouvez la transmettre par écrit à AG Insurance sa, Service de Gestion des Plaintes, Bd. E. Jacqmain 53 à B-1000 Bruxelles ou par e-mail : customercomplaints@aginsurance.be.

Si la solution proposée par BNP Paribas Fortis ou par AG Insurance ne vous donne pas satisfaction, vous pouvez soumettre le litige à l'Ombudsman des Assurances, Square de Meeûs 35 à B-1000 Bruxelles, www.ombudsman.as ou par e-mail: info@ombudsman.as.

Une plainte ne porte pas préjudice à la possibilité d'intenter une action en justice.

Article 29 – Droit applicable, tribunaux compétents et autorités de contrôle

Le présent contrat d'assurance est soumis au droit belge, et plus précisément à la Loi du 4 avril 2014 relative aux assurances et à l'Arrêté Royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie.

Tous les litiges relatifs à ce contrat sont exclusivement du ressort des tribunaux belges.

AG Insurance sa et BNP Paribas Fortis SA sont soumises au contrôle prudentiel de la Banque Nationale de Belgique, Boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles et au contrôle de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA), rue du Congrès 12-14, 1000 Bruxelles en matière de protection des investisseurs et des consommateurs.

Lexique

Apport

Opération qui s'effectue via l'achat d'unités et qui vient augmenter la valeur de votre contrat Capital Plus, tel que par exemple le versement d'une prime, ...

Assuré

Personne sur la tête de laquelle l'assurance est conclue. L'assuré de votre contrat Constitution de capital et de votre contrat Capital Plus est la même personne. Son décès met fin aux contrats Constitution de capital et Capital Plus et donne lieu au paiement des capitaux décès assurés.

Bénéficiaire(s) en cas de décès

Personne(s) que vous pouvez désigner dans les conditions particulières des contrats Constitution de capital et Capital Plus pour recevoir le capital assuré en cas de décès de l'assuré au cours de la période assurée.

Bénéficiaire(s) en cas de vie

Personne(s) que vous pouvez désigner dans les conditions particulières du contrat Constitution de capital pour recevoir le capital assuré en cas de vie de l'assuré au terme du contrat.

Conversion

Opération consistant soit en la transformation d'une ou plusieurs unités de fonds d'investissement en sa contre valeur en Euro, soit en la transformation d'Euro en unités de fonds d'investissement.

Date de paiement

Date à laquelle est crédité au plus tard le compte que vous avez désigné pour le versement des retraits (rachats libres périodiques) demandés, sous réserve de problèmes techniques éventuels.

Date de prise de cours

Date à partir de laquelle le contrat commence à courir. Cette date est indiquée dans vos conditions particulières.

Date de prise d'effet

Date à partir de laquelle le contrat prend effet, c'est-à-dire la date à partir de laquelle les prestations sont assurées. La date de prise d'effet ne peut être antérieure à la date de prise de cours du contrat.

Document

Support d'information sur papier, par voie électronique ou tout autre moyen, établi par nous, par lequel l'intéressé (selon les circonstances: vous, le bénéficiaire ou toute partie intervenante) peut nous apporter et nous fournir de manière explicite des informations, en relation avec les actes de gestion ou d'autres aspects du contrat.

Élément technique

Donnée qui est utilisée dans la technique d'assurance pour le calcul de la prestation d'assurance, comme, par exemple, le montant du capital assuré, la durée, la prime, ...

Fonds d'investissement à cotation hebdomadaire

Fonds d'investissement dont la valeur des unités est déterminée chaque semaine.

Fonds d'investissement à cotation journalière

Fonds d'investissement dont la valeur des unités est déterminée chaque jour ouvrable bancaire.

Horizon d'investissement

Période pendant laquelle vous prévoyez de maintenir votre investissement dans votre contrat Capital Plus. Cette période est égale à la durée de votre contrat Constitution de capital.

Jour de cotation hebdomadaire

Jour auquel est déterminée chaque semaine la valeur des unités des fonds d'investissement liés à cotation hebdomadaire. Ce jour est le mercredi, sauf s'il ne s'agit pas d'un jour ouvrable bancaire. Dans ce dernier cas, le jour de cotation hebdomadaire est le premier jour ouvrable bancaire suivant.

Market Timing

La technique d'arbitrage par laquelle le preneur d'assurance, dans un court laps de temps, réalise des apports et prélèvements ou des transferts internes ou externes, de manière systématique et/ou exagérée et/ou répétitive.

Montants maximum

Montants maximum fixés par nous applicables à certaines opérations déterminées. Ces montants peuvent vous être communiqués sur simple demande. Vous pouvez pour ce faire vous adresser à votre agence BNP Paribas Fortis, à votre intermédiaire, ou à notre siège social.

Montants minimum

Montants minimum fixés par nous applicables à certaines opérations déterminées. Ces montants peuvent vous être communiqués sur simple demande. Vous pouvez pour ce faire vous adresser à votre agence BNP Paribas Fortis, à votre intermédiaire, ou à notre siège social.

Nous

L'assureur avec lequel le contrat d'assurance est conclu : AG Insurance, Bd. E. Jacqmain 53 à B-1000 Bruxelles.

Participation bénéficiaire

Cession définitive et gratuite d'une partie de nos bénéfices au profit du contrat.

Police présignée

Police d'assurance signée préalablement par nous et qui constitue une offre de conclure le contrat aux conditions qui y sont décrites. Cette police présignée peut prendre la forme d'un formulaire d'inscription. Le contrat est conclu dès que vous l'avez signé et prend effet lors du paiement de la première prime.

Prélèvement

Diminution de la valeur de rachat théorique de votre contrat qui résulte, par exemple, d'un rachat partiel.

Prime

Montant à payer en contrepartie des garanties que nous offrons.

Prime nette

Prime diminuée des frais d'entrée.

Spot rate

Taux de rendement interne d'une opération certaine comprenant le paiement d'une prestation à l'échéance en contrepartie d'une seule prime à l'origine.

Rachat partiel

Opération effectuée à votre demande par laquelle nous payons une partie de la valeur de rachat et le contrat reste en vigueur, pour la valeur restante.

Rachat total

Résiliation du contrat par laquelle la garantie prend fin et nous payons la valeur de rachat de ce contrat.

Règlement de gestion

Document établi pour chaque fonds d'investissement lié au Target Invest Plan, qui décrit les règles de gestion du fonds ainsi que les objectifs et la politique d'investissement du fonds en question, la classe de risque à laquelle il appartient, ...

Réserve du contrat

Valeur de rachat théorique du contrat.

Retraits

Rachats libres périodiques du contrat Capital Plus.

Transfert externe

Transfert d'une partie de la réserve ou de la totalité de la réserve du contrat Constitution de capital vers le contrat Capital Plus ou du contrat Capital Plus vers le contrat Constitution de capital.

Transfert interne

Transfert d'une partie ou de toutes les unités d'un ou plusieurs fonds du contrat Capital Plus vers un ou plusieurs autres fonds du contrat Capital Plus.

Unité

Fraction d'un fonds d'investissement. Le nombre d'unités du ou des fonds d'investissement attribuées à votre contrat est obtenu en divisant, jusqu'à la 3e décimale, la prime nette versée par la valeur de l'unité du ou des fonds au jour de la conversion. Par la suite, le nombre d'unités attribuées à votre contrat varie en cas d'apport ou prélèvement.

Valeur de rachat

Montant que nous devons verser en cas de rachat du contrat. Ce montant est équivalent à la valeur de rachat théorique diminuée de l'indemnité de rachat éventuellement due, et est limité au capital décès.

Valeur de rachat théorique

Pour votre contrat Constitution de capital, valeur de votre contrat constituée auprès de nous par la capitalisation de la (des) prime(s) payée(s), déduction faite des sommes consommées.

Pour votre contrat Capital Plus, valeur totale de votre contrat à un moment donné, obtenue en multipliant le nombre d'unités de chaque fonds attribuées à votre contrat par la valeur de chacune des unités à ce moment.

Vous

Le preneur du contrat d'assurance, c'est-à-dire la personne qui conclut le contrat avec nous et qui peut faire usage des droits détaillés dans ces conditions générales.

Information fiscale

A. Taxe sur les opérations d'assurance

La prime est en principe soumise à une taxe de 2% si le preneur d'assurance est une personne physique ayant sa résidence habituelle en Belgique. Si le preneur d'assurance est une personne morale et que l'établissement de cette personne morale se situe en Belgique, la prime est soumise à une taxe de 4,4%.

B. Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif

Une taxe annuelle sur les opérations d'assurances liées à un fonds d'investissement est due sur le montant total des provisions mathématiques et techniques au 1er janvier de l'année d'imposition afférentes à ces opérations. Le prélèvement de cette taxe a pour effet une diminution de la valeur des unités des fonds d'investissement liés à ces opérations d'assurances. Le taux de cette taxe s'élève actuellement à 0,0925%.

C. Impôts sur les revenus

1) Contrat Constitution de capital

a) Pour l'assurance dont aucune prime n'a fait l'objet d'une réduction d'impôts, le capital décès n'est pas imposable si le preneur d'assurance et le bénéficiaire sont des personnes physiques.

En outre, il n'y a pas de précompte mobilier dû sur le capital vie ou la valeur de rachat

- si l'assurance est conclue par une personne physique qui est aussi l'assuré et le bénéficiaire en cas de vie, et que le capital décès est au moins égal à 130% du total des primes versées;
- si l'assurance est conclue par une personne physique pour une durée de plus de 8 ans, et que le capital vie ou la valeur de rachat est effectivement payée ou transférée plus de 8 ans après la conclusion de l'assurance. Le précompte mobilier peut, par contre, être dû en cas de paiement du capital vie ou de rachat dans les 8 ans suivant la conclusion de l'assurance ainsi qu'en cas de transfert externe endéans le même délai.

b) Les participations bénéficiaires liquidées en même temps que les capitaux ou valeurs de rachat provenant de contrats d'assurance-vie sont exonérées d'impôts sur les revenus des personnes physiques.

2) Contrat Capital Plus

Ni la valeur de rachat, ni le capital décès ne sont soumis à l'impôt sur les revenus si le preneur d'assurance et le bénéficiaire sont des personnes physiques.

D. Droits de succession

Des droits de succession peuvent être dus.

E. Législation fiscale d'application

Cette information est basée sur la législation fiscale belge en vigueur au 01/01/2014 et peut changer dans le futur. Le traitement fiscal dépend de la situation personnelle du contribuable. Vous pouvez toujours vous adresser à votre agence BNP Paribas Fortis ou à votre intermédiaire pour obtenir une information fiscale plus détaillée et actualisée.

F. Echange d'information

Conformément à ses obligations légales, AG Insurance fournira les informations nécessaires aux autorités compétentes.

Protection de la vie privée

Le preneur d'assurance et le cas échéant l'assuré, ci-après dénommés "les intéressés", marquent leur accord sur le traitement de leurs données personnelles par AG Insurance sa, sise Bd. E. Jacquain 53 à B- 1000 Bruxelles et par BNP Paribas Fortis SA, sise rue Montagne du Parc 3 à B- 1000 Bruxelles, celles-ci étant les responsables du traitement.

Les intéressés marquent leur accord sur l'enregistrement et le traitement de leurs données personnelles à des fins de conclusion de contrats d'assurance, de gestion des relations qui découlent des contrats d'assurance, de prévention des abus et des fraudes, de confection de statistiques et tests et de prospection commerciale relative aux produits promus par les sociétés des groupes financiers, dont AG Insurance fait partie.

Les intéressés marquent leur accord sur l'échange de ces données entre AG Insurance et les sociétés des groupes financiers dont AG Insurance fait partie et/ou les intermédiaires d'assurances avec lesquels AG Insurance collabore, ainsi que sur la communication de ces données à d'autres tiers lorsque l'exécution des contrats le requiert ou en cas d'intérêt légal. Cet accord vaut également pour la communication vers des pays non-membres de l'Union Européenne.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux personnes qui en ont besoin pour l'exercice de leurs fonctions. Le refus d'un intéressé de communiquer certaines données personnelles demandées par AG Insurance et/ou par BNP Paribas Fortis, peut empêcher la naissance de relations contractuelles, en modifier la nature ou en influencer la gestion.

Les intéressés donnent leur consentement explicite et spécial pour le traitement par AG Insurance des données personnelles concernant leur santé sous la responsabilité d'un professionnel des soins de santé ainsi que, dans les mêmes conditions, pour le traitement par des réassureurs ou coassureurs éventuels situés en Belgique ou à l'étranger.

Dans le seul cas où elle est nécessaire aux fins de traitement ou d'exécution du contrat d'assurance, ils marquent leur accord sur la collecte de ces données auprès de tiers. Les données relatives à la santé sont traitées aux fins mentionnées ci-dessus, à l'exception de la prospection commerciale.

Les intéressés ont le droit de s'opposer, sur simple demande et gratuitement en s'adressant à leur agence ou à leur intermédiaire, au traitement de leurs données personnelles à des fins de direct marketing. Les intéressés ont un droit de consultation et de rectification des données inexacts, relativement aux données personnelles les concernant. Pour exercer ces droits, les intéressés envoient une demande écrite à (aux) (l')adresse(s) susmentionnée(s).